



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection du 08/07/2025 et du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFOREC

ZAC des Volons
Rue André Richard
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UID4243-DSSP-025-276
Code AIOT : 0003202072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées le 08/07/2025 et le 24/07/2025 dans l'établissement SOFOREC implanté ZAC des Volons II 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 16/04/2025 il a été prescrit à la société SOFOREC la réalisation d'une campagne de mesure en continu des niveaux sonores émis par son exploitation.

L'inspection des installations classées a été informée par les riverains du site que l'activité exercée sur l'installation était en baisse depuis le démarrage de la campagne, ce qui engendrerait la non représentativité des mesures.

C'est dans ce contexte qu'une visite inopinée sur place a été réalisée le 08/07/2025. Cette visite a également été l'occasion d'un contrôle du pont bascule par un inspecteur du département métrologie de la DREETS.

Dès la fin de la période de mesure, les riverains du site ont signalé à l'inspection des installations classées un regain d'activité et une augmentation nette du bruit engendré par l'activité. Une autre visite inopinée a été réalisée le 24/07/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOREC
- ZAC des Volons II 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0003202072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFOREC est spécialisée dans la revalorisation des déchets de ferrailles et métaux.

Les activités exercées sont :

- la récupération et réception de déchets métalliques,
- le tri,
- le traitement des déchets (découpage par cisaille hydraulique de certaines catégories de déchets),
- la vente de déchets triés.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 11/03/2022.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'activité exercée sur le site et constatée le 08/07/2025 n'apparaît pas particulièrement limitée. Il n'est pas constaté de différence significative dans les activités lors de la visite du 24/07/2025. Les activités exercées sont similaires : découpe à la cisaille hydraulique et au chalumeau. Aucun chargement ou déchargement n'a été opéré lors des 2 visites. Le bilan des entrées et sorties de déchets sur les mois de mai (avant les mesures) et juin (début des mesures le 16/06/25) ne montre pas de différence significative. De même les bilans hebdomadaires du mois de juillet ne montrent pas de différence entre les semaines durant lesquelles les mesures étaient en cours et la semaine qui a suivi.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures en continu des niveaux sonores	AP Complémentaire du 16/04/2025, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas constaté de baisse ou de reprise d'activité sur le site.

Une attention plus poussée des opérateurs quant à la manipulation des déchets en période de mesures acoustiques peut éventuellement expliquer la baisse du bruit perçu par les riverains. Le

biais cognitif impliquant systématiquement une sensation de diminution du bruit généré sur un site lorsque des mesures sont en cours, compte-tenu du climat de tension entre les riverains et l'entreprise, ne peut pas non plus être exclu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures en continu des niveaux sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une instrumentation fixe durant 1 mois permettant de mesurer les niveaux sonores en continu sur le site sur un temps long. Ces mesures en temps réel permettront la mise en relation des activités et des niveaux sonores. La société SOFOREC transmet à l'inspection sous 1 délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, un programme d'instrumentation avec le nombre et la localisation des instrumentations fixes proposées. Un bilan des mesures effectuées et des résultats obtenus est réalisé par un organisme compétent en matière de nuisances acoustiques et transmis à l'inspection des installations classées dans le délai de 2 mois suivants la fin des mesures. Il devra permettre d'évaluer la conformité des émissions sonores de l'installation à différents pas de temps et de proposer le cas échéant des indicateurs événementiels plus adaptés à la gêne ressentie.
Constats : Le plan d'instrumentation a été transmis à l'inspection des installations classées. Après échange avec l'exploitant et le bureau d'étude acoustique chargé des mesures, il a été convenu de ne retenir qu'un seul point de mesure, en limite Sud du site. Les mesures en continu ont démarré le lundi 16/06/25 et ont pris fin le mardi 15/07/2025. Une visite sur site le 20/06/2025 a permis de constater la présence du matériel de mesure. Une présentation des enregistrements effectués du 16 au 18/07/2025 a également été faite à cette occasion afin de valider la poursuite des mesures. Au cours d'une réunion publique organisée le 01/07/2025 par le maire d'Andrézieux-Bouthéon, les riverains ont pris connaissance de la réalisation de ces mesures. S'en est suivi un mail à l'inspection des installations classées le 07/07/2025 pour signaler la baisse des activités de SOFOREC depuis une quinzaine de jours. Une visite inopinée sur site le 08/07/2025 a donc été réalisée. Lors de cette visite il a été constaté que les activités liées à la découpe et au stockage des ferrailles ont été déplacées au Nord sur le secteur initialement dédié au stockage des bennes. L'exploitant a indiqué avoir procédé à ce changement avant le début des mesures. Les activités visualisées consistaient en la découpe de matière par la cisaille hydraulique, alimentée au grappin, et découpe au chalumeau. Un point sur les entrées et sorties de déchets sur les mois de mai et juin 2025 a été fait : il en ressort que les activités exercées ont conduit à des mouvements de déchets de métaux à hauteur

5 913 tonnes en mai et 6 394 tonnes en juin.

Il n'apparaît pas de baisse d'activité entre les 2 périodes.

Une nouvelle visite inopinée a eu lieu le 24/07/2025. Elle fait suite à des signalements de la part des riverains d'un regain d'activité et de bruit généré sur l'installation depuis la fin de la période de mesure (dès le 16/07/2025). Le jour de cette visite, le site se trouve dans la même configuration que lors de la visite du 08/07/2025 : la cisaille hydraulique était en fonctionnement, alimentée en ferraille par un grappin. Un second grappin était en activité (ce grappin était à l'arrêt lors de la visite du 08/07/2025) au Nord. La découpe au chalumeau était également en cours.

Le point sur les entrées et sorties de déchets indique les tonnages suivants :

- semaine du 30/06 au 04/07/25 : 1 347 tonnes ;
- semaine du 07 au 11/07/25 : 1 184 tonnes ;
- semaine du 15 au 18/07/25 : 1 293 tonnes.

Il n'est pas constaté de différence significative entre les périodes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmission des résultats des mesures tel que prévu par l'arrêté complémentaire du 16/06/2025 avant le 15/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite